

**RAPPORT N°2024/1-15
AU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE
en séance du jeudi 15 février 2024**

**OBJET : ACCOMPAGNEMENT DE LA CINOR SUR UNE MAISON D'URGENCE SUR LE
TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE**

ORIENTATION N° 2 : FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE
INTERCOMMUNAL

AXE 1 : FAVORISER UN AMÉNAGEMENT CIRCULAIRE

Engagement 2 : S'impliquer dans une politique d'habitat adaptée et solidaire

Par délibération du conseil communautaire n°2020/5-17 du 17 décembre 2020, la CINOR a choisi d'accompagner à hauteur de 20 000 € la création des maisons intercommunales d'urgence sur son territoire, en co-financement avec l'Etat et suite à un appel à projet de la DJSCS.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Logement d'Abord.

Ces lieux d'hébergement provisoire (03 mois maximum) ont vocation à accueillir :

- Les personnes en situation d'habitat indigne ou précaire,
- Les sans-abris en situation de détresse,
- Les personnes dépourvues de logement.

La création d'hébergement d'urgence est un objectif inscrit au Programme Local de l'Habitat de la collectivité et constitue une offre permettant de répondre notamment à des situations repérées dans le cadre de la mise en œuvre du plan intercommunal de lutte contre l'habitat indigne (PILHI) approuvé en décembre 2020.

L'opérateur ALLONS DEOR a été retenu à l'issue de la consultation et assure depuis trois ans la gestion des maisons intercommunales d'urgence et l'animation du dispositif en lien avec les CCAS qui réalisent les orientations et l'accompagnement social des ménages.

Spécialisée en gestion locative, l'association gère une centaine de logements en intermédiation locative (IML) depuis 2005, en partenariat avec les bailleurs sociaux, les structures d'hébergement d'urgence et les agences immobilières privées.

Deux appartements T4 gérés par l'opérateur en intermédiation, sous forme de colocations, sont mis à disposition par la SHLMR, l'un à Beauséjour à Sainte-Marie (Résidence Cap Jasmin), l'autre dans le secteur du Bas de la Rivière (logement T4 de la SIDR).

Trois familles ont été hébergées sur le dispositif en 2023, soit 16 personnes dont 11 enfants. Les trois familles ont été orientées par l'association ESF Réunion (Economie sociale et familiale à la Réunion) avec l'appui de la DEETS. Les trois familles bénéficient d'une mesure d'AVDL (Accompagnement Vers et Dans le Logement) menée par ESF Réunion en vue de faciliter un relogement pérenne des personnes hébergées sur le dispositif.

A l'initiative de l'opérateur, un avenant au dispositif a également permis en 2023 le relogement définitif d'une famille aux besoins très spécifiques sur un des logements mis à disposition, remplacé dans l'offre par un nouvel appartement aux caractéristiques équivalentes et attestant de la flexibilité de ALLONS DEOR pour répondre aux besoins uniques de chaque situation tout en garantissant un hébergement d'urgence de qualité aux personnes orientées vers le dispositif.

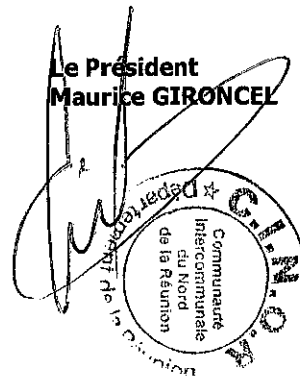
Le budget de fonctionnement des maisons intercommunales d'urgence du Nord pour 2024 est de 37 580 € dont 20 000 € demandé à la CINOR et 17 000 € à l'Etat (DEETS) permettant de financer l'intervention d'un éducateur spécialisé, de travailleurs sociaux, d'une équipe d'astreinte technique et d'assurer l'achat des fournitures et des services généraux du dispositif.

Il est proposé de poursuivre la participation de la collectivité au dispositif « Maisons intercommunales d'urgence ». La mise en œuvre du PILHI de la CINOR pourra permettre la prise en compte de davantage de situations relevant de l'indignité ou de l'insalubrité dans les orientations réalisées sur le dispositif.

Par conséquent, je vous propose :

- De poursuivre en 2024 la participation de la CINOR au dispositif des maisons intercommunales d'urgence en partenariat avec l'association ALLONS DEOR
- D'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € à l'association ALLONS DEOR pour l'année 2024
- Autoriser le Président à signer les actes y afférents.

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DELIBERATION N°2024/1-15
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE
en séance du 15 février 2024**

**OBJET : ACCOMPAGNEMENT DE LA CINOR SUR UN PROJET DE REALISATION D'UNE
MAISON D'URGENCE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE**

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis des Commissions Aménagement Economie et Administration Finances joint en annexe ;

Sur le RAPPORT n° 2024/1-15 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1 :

Poursuit en 202 la participation de la CINOR au dispositif des maisons intercommunales d'urgence en partenariat avec l'association ALLONS DEOR

ARTICLE 2 :

Attribue une subvention d'un montant de 20 000 € à l'association ALLONS DEOR pour l'année 2024

ARTICLE 3 :

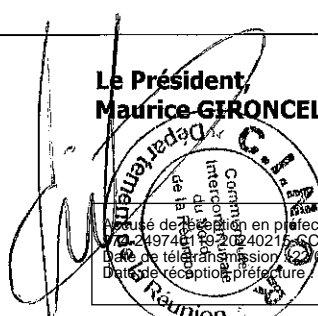
Autorise le Président à signer les actes y afférents.

Nombre de votants : 45 (dont 6 procurations) Suffrages exprimés : 45 Vote pour : 45 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde

22 FEV 2024

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

 Reçu de dépôt en préfecture N° 24974618920240215-CC2024-1-15-DE Date de télétransmission : 22/02/2024 Date de réception préfecture : 22/02/2024
--